



Accès, Investissement public et Équité dans les Soins et l'Éducation de la Petite Enfance. Le lien entre neuf pays à forte population

En 1993, les Chefs d'Etat et de gouvernements de neuf pays à forte population – le Bangladesh, le Brésil, la Chine, l'Égypte, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, le Nigeria et le Pakistan – ont lancé l'Initiative E-9¹ pour faire progresser concrètement l'Éducation de base. Cette Initiative invite les ministres de l'Éducation de ces neuf pays à se réunir tous les deux ans pour voir les progrès accomplis. Le sujet choisi pour la cinquième rencontre ministérielle de l'E-9, qui s'est tenue au Caire, en décembre 2003, portait sur les Soins et l'Éducation de la Petite Enfance (SEPE). La présente note met en exergue les progrès réalisés dans l'accès de ces neuf pays au SEPE.²

Tendances démographiques

Les pays de l'E-9 comptent près de 55% de la population mondiale de moins de 14 ans. La proportion moyenne de ce groupe d'âge dans ces pays est en diminution, puisqu'elle passera de 35% en 2001, à 30% en 2015, selon les projections ; le taux de fécondité est lui aussi en baisse, de 5,8% (1970-75) à 3,2% (2000-5), par femme. La croissance démographique globale dans les pays de l'E-9 sera de 1,5% d'ici 2015, alors qu'elle était de 2,1% en 1975-2001.

Avec moins d'enfants à servir, si l'investissement de ces pays dans la petite enfance reste constant, on pourra davantage se consacrer à l'amélioration de la qualité. De même, si les services liés à la petite enfance continuent à se développer au même rythme, il y aura finalement un surplus de places dans le SEPE, quoique le taux de participation actuelle à ce service dans ces neuf pays soit tellement faible qu'il faudra beaucoup de temps avant de créer un nombre de places suffisant pour caser la « cohorte » d'enfants en âge de bénéficier du SEPE.

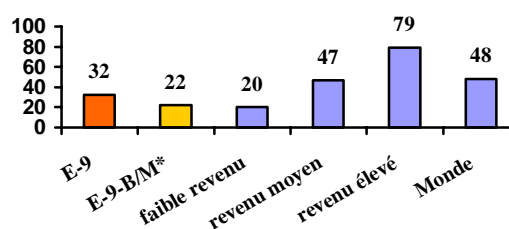
La population urbaine dans les pays de l'E-9 est en pleine expansion, puisqu'elle va passer de 45% en 2001 à 53% en 2015. Au Brésil et au Mexique, les pourcentages seront respectivement de 88% et 78% environ. L'accroissement de la population urbaine étant étroitement lié à l'augmentation des ménages à double revenu, d'où une moins grande disponibilité des membres de la famille à l'égard des enfants, les pays à forte population urbaine auront un énorme défi à relever pour satisfaire la forte demande de services liés au SEPE émanant des parents citadins qui travaillent.

Taux de participation³

Le taux de scolarisation brut moyen des pays de l'E-9 dans l'Enseignement pré-primaire⁴ (TSB-EPP) était, en 2000, de 32%. Ce qui est inférieur aux moyennes enregistrées dans les pays à

revenus moyens et élevés et à la moyenne mondiale. Sans le Brésil et le Mexique, le taux du groupe tombe à 22%, qui se rapproche de la moyenne des pays à faibles revenus. (Diagramme 1).

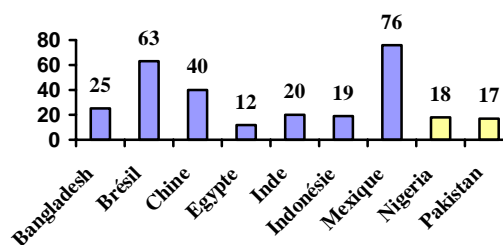
Diagramme 1 : Comparaison globale du TSB-EPP, 2000⁵ des pays de l'E-9



*E-9-B/M : E-9 sans le Brésil et le Mexique

Les TSB-EPP individuels des pays de l'E-9 sont les suivants :

Diagramme 2 : TSB-EPP dans les pays de l'E-9, 2000⁶



Le Mexique enregistre le taux le plus élevé avec 76%, suivi du Brésil (63%) et de la Chine (40%). L'Égypte enregistre le taux le plus faible (12%), mais ce chiffre reflète une croissance de plus de 100% depuis 1990. Au cours de la même période, les inscriptions privées⁷ dans l'enseignement pré-primaire, en Égypte, ont connu une baisse drastique, en passant de 87% à 49% (Diagramme 3). L'expansion globale de l'accès au SEPE dans ce pays a coïncidé avec une proportion accrue des services publics.

¹ « E » pour éducation, « 9 » pour neuf pays.

² Le rapport de synthèse de l'UNESCO intitulé Early Childhood Care and Education in E-9 Countries : Status and Outlook (imprimé) contient des informations plus détaillées. Contact : sh.choi@unesco.org.

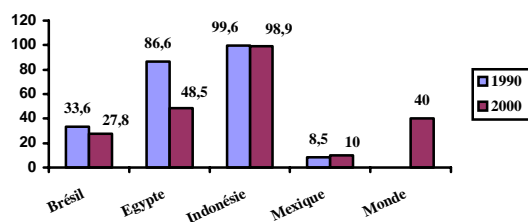
³ Compte tenu de l'insuffisance des données, la discussion ne porte que sur l'enseignement pré-primaire.

⁴ D'après la Classification Internationale Type de l'Éducation (CITE), l'enseignement pré-primaire se réfère aux services centraux ou services basés sur l'école et destinés aux enfants d'au moins 3 ans. Les données par pays concernant l'enseignement pré-primaire peuvent différer selon les groupes de référence par âge, en fonction de l'âge d'entrée à l'école primaire.

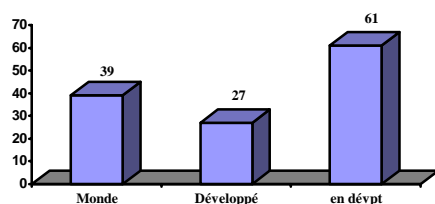
⁵ Indicateurs mondiaux de Développement (2003). Banque Mondiale.

⁶ Indicateurs mondiaux de Développement. (2003) Banque Mondiale. Les données du Nigeria sont tirées de UNICEF MICS (1999) et celles du Pakistan de « Financing of Education in Pakistan, 1999-2000 ». Ministère de l'Éducation. Les données de ces deux pays pourraient ne pas être compatibles avec celles des autres pays en termes de groupe d'âge et d'année de référence.

⁷ Dans les services gérés par des agences qui n'appartiennent pas à l'Etat, y compris les ONG et les institutions religieuses.

Diagramme 3 : Inscriptions privées dans l'EPP dans un groupe de pays de l'E-9, 1990-2000⁸

De même, le Mexique, qui a un taux de scolarisation supérieur à celui du Brésil, enregistre un plus faible pourcentage d'inscriptions privées. En général, les pays ayant un taux de scolarisation plus élevé ont un pourcentage d'inscriptions privées plus faible. Comme le montre le diagramme 4 ci-après, dans les pays développés, par exemple, les inscriptions privées ne représentent que 27% du total, contre 61% dans les pays en développement. L'investissement public a un rapport indéniable avec l'accroissement de l'accès.

Diagramme 4 : Comparaison régionale des inscriptions privées dans l'EPP, 2000⁹

Revenant au diagramme 3, d'après leurs plans nationaux d'EPT sur le SEPE, l'Égypte et l'Indonésie, dont les taux d'inscriptions privées en 2000 (48% et 99%, respectivement) dépassaient la moyenne mondiale de 40%, vont enregistrer les hausses les plus fortes en matière de scolarisation, parmi les pays de l'E-9¹⁰, avec plus de 200%, d'ici respectivement 2010 et 2015. Bien que l'investissement public ne soit pas le seul moyen d'élargir l'accès au SEPE, compte tenu de son lien indéniable avec l'accroissement de l'accès, ces pays ont un énorme défi à relever pour accroître l'investissement public qui leur permettra d'atteindre leurs objectifs.

Le problème d'équité¹¹

Dans la plupart des pays de l'E-9, les disparités observées sur le plan national en matière d'accès, entre les différents groupes de population et les régions, constituent un sujet de préoccupation. C'est particulièrement le cas du Brésil, où le taux de scolarisation national, chez les enfants de 6 ans, dans le préscolaire, est de 61%, mais dans la région nord, plus pauvre, ce taux n'est que de 39%.

Le Brésil n'est pourtant pas un pays où l'investissement dans le SEPE est insuffisant. L'investissement réalisé dans l'EPP (0,4% ; dépenses publiques directes uniquement ; 1998), en pourcentage du PIB, égale celui des pays de l'OCDE, dans la région

développée¹², mais son taux de scolarisation chez les enfants de 3-4 ans dans l'EPP (25%, 1999) est inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE (64% ; 2000)¹³. Les pays¹⁴ qui participent au programme sur les Indicateurs Mondiaux sur l'Éducation dépensent 0,2 % seulement de leur PIB, et obtiennent le même taux de scolarisation (22%). Les dépenses par élève du Brésil dans l'EPP (1.222 dollars US¹⁵; 1998, dans les établissements publics seulement), quant à elles, représentent près du double de la moyenne des pays faisant partie du programme IME (612 dollars US, 1999). Au Brésil, seul un petit nombre d'enfants fréquentent les services publics relativement coûteux¹⁶.

A propos du coût élevé des services de SEPE, l'Indonésie est un autre exemple typique. Les Philippines ont dépensé, en 1998, 46 dollars US par élève dans l'EPP¹⁷, alors que l'Indonésie en a dépensé 53 en 2000.¹⁸ Mais son taux de scolarisation chez les enfants de 3-4 ans est très faible, alors que celui des Philippines atteint 16% (2000)¹⁹. Dans le cas de l'Indonésie, 95% des dépenses réalisées dans l'EPP sont privées et la plupart des inscriptions dans l'EPP le sont aussi, ce qui laisse à penser que, dans ce pays, les familles individuelles paient pour avoir accès aux services relativement coûteux offerts par le secteur privé.

Ainsi, si au Brésil, le problème d'injustice est peut-être dû à une mauvaise répartition des ressources publiques, en Indonésie, l'extrême faiblesse de l'investissement public en est peut-être une des causes.

Soo-Hyang Choi,
Chef de la Section de la petite enfance
et de l'éducation intégratrice
Division de l'éducation de base
UNESCO, Paris

Pour d'autres numéros de cette série, veuillez cliquer sur :

<http://www.unesco.org/education/ecf/briefs>

Pour adresser vos commentaires et demandes de renseignements, veuillez contacter la *Section de la petite enfance et de l'éducation intégratrice, UNESCO*

7, place de Fontenoy, 75352 PARIS 07 SP, France

☎ 33 1 45 68 08 15, fax: 33 1 45 68 56 26, sh.choi@unesco.org

¹² Sauf indication contraire, les dépenses sont de sources publiques et privées.

¹³ Sauf indication contraire, les données concernant les inscriptions proviennent d'institutions publiques et privées.

¹⁴ Les 19 pays qui participent au programme OCDE/UNESCO sur les Indicateurs Mondiaux de l'Éducation (WEI/IME) : Argentine, Brésil, Chili, Chine, Égypte, Inde, Indonésie, Jamaïque, Jordanie, Malaisie, Paraguay, Pérou, Philippines, Fédération de Russie, Sri Lanka, Thaïlande, Tunisie, Uruguay et Zimbabwe.

¹⁵ Convertis en utilisant les PPP.

¹⁶ Étant l'une des causes de la cherté des services au Brésil, on peut penser que c'est le prix de la qualité. Mais cela ne semble pas être le cas, du moins en ce qui concerne le ratio élève/enseignant dans l'EPP: le ratio au Brésil (2000) est de 19, alors qu'il est de 16 dans les pays développés. EFA Global Monitoring Report 52003/4). UNESCO.

¹⁷ Ce chiffre provient uniquement des institutions publiques.

¹⁸ Les dépenses auraient pu être supérieures de 15%, si les données qui n'y figuraient pas en raison de la récente politique de décentralisation en vigueur, avaient été incluses.

¹⁹ Même si la comparaison n'est pas tout à fait justifiée, puisque les données sur les dépenses par élève aux Philippines proviennent uniquement des institutions publiques, compte tenu du fait que le chiffre concernant les dépenses en Indonésie pourrait être supérieur à ceux présentés et de l'écart relativement important au niveau des inscriptions, l'argument global se tient.

⁸ EFA Global Monitoring Report (Rapport de contrôle mondial sur l'EPT) (2003/4). UNESCO.

⁹ EFA Global Monitoring Report (2003/4). UNESCO.

¹⁰ En ce qui concerne les enfants de 4 à 6 ans dans les deux pays.

¹¹ Les données figurant dans cette partie proviennent toutes de « Financement de l'éducation : Investissement et gains. Analyse des Indicateurs mondiaux de l'Éducation (2002). Paris. OCDE/UNESCO.